

# CONVENTION DE DELEGATION DE COMPETENCE

entre

La commune de .....

et la

Communauté Urbaine d'Arras

pour

**la réalisation d'études relatives à la compétence « maîtrise des eaux pluviales et de ruissellement ou la lutte contre l'érosion des sols »**

## ENTRE :

### D'une part,

La Commune de ..... représentée par Monsieur/Madame ....., Maire de la commune, agissant en vertu d'une délibération du Conseil municipal en date du .....2023.

Ci-après désignée par le terme « la Commune » ou « l'autorité délégante »,

## ET

### D'autre part,

La Communauté urbaine d'ARRAS dont le siège social est situé à la Citadelle, 146 Allée du Bastion de la Reine, CS 10345, 62026 ARRAS CEDEX, représentée par son Président en exercice, Monsieur Frédéric LETURQUE, agissant en vertu d'une délibération du Conseil communautaire en date du 6 avril 2023,

Ci-après désignée par le terme « la Communauté Urbaine » ou « l'autorité délégataire »,

Vu la loi n° 2019-1461 du 27 décembre 2019 relatif à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique, notamment son article 68 ;

Vu les articles L. 1111-8 et R. 1111-1 du Code Général des Collectivités Territoriales relatifs à la délégation de compétences entre collectivités territoriales de différentes catégories ;

Vu l'article L. 211-7 du Code de l'Environnement, alinéa 4 relatif à la compétence « la maîtrise des eaux pluviales et de ruissellement ou la lutte contre l'érosion des sols » ;

## Exposé :

Envoyé en préfecture le 11/04/2023

Reçu en préfecture le 11/04/2023

Publié le 11/04/2023

ID : 062-216200998-20230405-2023\_04\_05\_19-DE



Sur le périmètre communautaire, le ruissellement et les coulées de boue représentent un aléa majeur. En plus des dégâts matériels occasionnés sur la voirie, les habitations, les bâtiments et les réseaux, les coulées de boue constituent un facteur de dégradation du milieu naturel (perte de terre arable, envasement et pollution des zones humides et des cours d'eau). Du fait du dérèglement climatique, ce phénomène risque de devenir plus fréquent, plus intense et de toucher de plus en plus de communes. De façon directe ou indirecte, toutes les communes d'un même bassin versant contribuent à l'aléa ou le subissent. Aussi, dans le cadre d'une solidarité amont-aval, toutes les communes peuvent contribuer à la réduction du risque.

Pour réduire la vulnérabilité des territoires face à ce risque, il est nécessaire d'acquérir une connaissance suffisante du phénomène et du risque pour pouvoir proposer des solutions adaptées. Cela implique un état des lieux avec une enquête de terrain, une prise en compte des différents phénomènes et pratiques favorisant l'aléa, une étude hydraulique et sédimentaire permettant de modéliser le ruissellement boueux à l'échelle d'un bassin ou sous-bassin versant, une cartographie des enjeux et des éléments de paysages susceptibles de freiner le phénomène.

Ce n'est qu'à partir de ce constat partagé avec tous les acteurs, notamment le monde agricole, qu'il sera possible de proposer des leviers techniques, agricoles et réglementaires pour lutter efficacement et de façon pérenne contre le phénomène.

Le périmètre pour appréhender et résoudre le problème étant celui des bassins ou sous-bassins hydrographiques, une mutualisation de la gestion de la compétence est souhaitable. La Communauté Urbaine n'a pas la compétence « *maîtrise des eaux pluviales et de ruissellement ou la lutte contre l'érosion des sols* », mais les communes peuvent déléguer tout ou partie de la compétence à la Communauté Urbaine. Dans ce cadre, la compétence reste de la responsabilité de la commune ; la Communauté Urbaine exerce la compétence au nom et pour le compte de la commune.

Le territoire communautaire est à cheval sur trois bassins versants : le bassin de la Scarpe amont, le bassin de la Sensée, le bassin de la Marque et de la Deûle. Le niveau de connaissance de l'aléa sur ces bassins est inégal. Les études seront menées par bassin versant et adaptées à la connaissance acquise dans le cadre des schémas d'aménagement et de gestion des eaux (SAGE) de chacun de ces bassins. Néanmoins, pour atteindre les objectifs en matière de connaissance de l'aléa sur l'ensemble du périmètre communautaire, la Communauté Urbaine propose une mutualisation des ressources dans le but de financer les études sur l'ensemble des communes.

La présente convention a pour objet de définir le cadre et les modalités de la délégation de compétence confiée par les Communes à la Communauté Urbaine pour la réalisation des études nécessaires à l'élaboration d'un programme de lutte contre le ruissellement et les coulées de boue, programme qui sera décliné à l'échelle de chaque commune.

\*\*\*

***Ceci étant exposé, il a été convenu ce qui suit***

\*\*\*

## **Article 1 - Objet & Limites de la Délégation**

La présente convention a pour objet de définir les modalités de mise en œuvre de la compétence « *maîtrise des eaux pluviales et de ruissellement ou [...] lutte contre l'érosion des sols* » de l'article L.211-7 du Code de l'Environnement.

La délégation de compétence est partielle et limitée à la réalisation d'études sur les phénomènes de ruissellement érosif accompagnée de propositions d'aménagements hydrauliques.

La réalisation ou l'entretien d'ouvrages relatifs à la compétence définie ne fait pas partie du champ de compétence délégué.

## **Article 2 - Périmètre des études**

Les études sont menées sur l'ensemble du périmètre communautaire (46 communes).

En fonction des bassins et sous bassins hydrographiques, on distinguera :

- Secteur 1 (ou « Vallée du Cojeul ») : il comprend les quinze communes membres situées dans la vallée du Cojeul, c'est-à-dire Boiry-Sainte-Rictrude, Boiry-Saint-Martin, Boisleux-au-Mont, Boisleux-Saint-Marc, Boiry-Becquerelle, Boyelles, Ficheux, Guémappe, Hénin-sur-Cojeul, Héninel, Mercatel, Monchy-le-Preux, Neuville-Vitasse, Saint-Martin-sur-Cojeul, Wancourt ;
- Secteur 2 : il comprend les vingt-six communes membres situées sur le périmètre du SAGE Scarpe Amont, c'est-à-dire Achicourt, Acq, Agny, Anzin-Saint-Aubin, Arras, Athies, Basseux, Beaumetz-les-Loges, Beaurains, Ecurie, Etrun, Fampoux, Feuchy, Dainville, Maroeuil, Mont-Saint-Eloi, Neuville-Saint-Vaast, Ransart, Roclincourt, Saint-Nicolas, Rivière, Roeux, Sainte-Catherine, Saint-Laurent-Blangy, Tilloy-lès-Mofflaines et Wailly.
- Secteur 3 : il comprend la commune de Gavrelle, ainsi que les quatre communes situées sur le périmètre du SAGE Marque-Deûle, c'est-à-dire Bailleul-Sire-Berthoult, Farbus, Thélus et Willerval.

## **Article 3 - Actions à mener**

La délégation de compétence a pour objet la réalisation des études suivantes :

- Une étude de programmation sur chacun des secteurs définis à l'article 2 de la présente convention. Cette étude inclut la réalisation d'enquêtes de terrain auprès des acteurs du territoire, la modélisation de l'aléa (épisodes pluviaux avec une période de retour 5 ans, 10 ans, ...), l'acquisition d'un grand nombre d'éléments cartographiques, des propositions d'aménagement avec une évaluation de leur efficacité et leur participation à l'amélioration de la qualité des milieux humides et cours d'eau, une évaluation chiffrée de leur coût intégrant l'entretien des ouvrages. Cette étude comprend également un volet communication pour initier la médiation auprès des acteurs du territoire et, suite à cette phase de négociation, la rédaction des plans communaux d'aménagements d'hydraulique douce (PAHD).
- La préparation de documents règlementaires notamment le dossier de déclaration d'intérêt général (DIG) et le dossier d'enquête publique. Cette mission implique un volet médiation préalable et également un volet conseil sur les mesures à retenir lors de l'élaboration du zonage pluvial communautaire.

## **Article 4 - Durée de la convention**

La présente convention est conclue pour une durée de 4 ans à compter de sa signature.  
Elle pourra être prolongée par voie d'avenant.

## **Article 5 - Dispositions financières**

Déduction faite des éventuelles subventions à percevoir, la Communauté Urbaine d'Arras prendra en charge 50 % du coût € TTC de l'ensemble des études à réaliser, les 50 % restants étant répartis égalitairement entre les 46 communes délégantes, quel que soit leur périmètre hydrographique.

Il est ici précisé qu'au jour de la signature de la présente convention, le reste à charge pour chacune des communes est évalué à un montant maximum de 1 200 €. Si ce montant venait à être dépassé, il conviendrait alors de conclure un avenant à la présente convention.

La Communauté Urbaine avance le financement auprès des prestataires. Elle sollicite et encaisse toutes subventions auxquelles les autorités délégantes sont éligibles au regard de la compétence déléguée.

La Communauté Urbaine établit de façon annuelle un bilan financier des opérations réalisées ; ce bilan est présenté au Comité de Pilotage « Risques Majeurs » qui définit le montant de participation annuel dû par chaque commune en fonction de l'avancement des missions.

## **Article 6 - Mode de gestion et d'exécution**

La Communauté Urbaine exerce la compétence déléguée selon le mode de gestion qu'elle choisit.

La Commune Urbaine s'engage à communiquer aux autorités délégataires toute information utile à l'exécution de la compétence déléguée.

La Communauté Urbaine s'engage à :

- assurer la préparation, la passation et l'exécution de tous contrats nécessaires à l'exercice de la compétence déléguée. Elle commande les prestations et assure le suivi de leur bonne exécution,
- solliciter tout moyen de financement et de subventionnement nécessaires à l'exercice de la compétence déléguée,
- organiser des réunions de suivi à l'adresse des communes du périmètre dans lequel s'exerce la compétence déléguée,
- transmettre les rapports d'études et les atlas cartographiques aux communes concernées.

## **Article 7 - Objectifs à atteindre**

Les objectifs à atteindre sont la modélisation des écoulements et transferts sédimentaires, leur cartographie et l'élaboration de programmes d'aménagements pour réduire le risque pour l'ensemble des communes membres.

Les actions à mener pour y parvenir sont détaillées à l'article 3 de la présente convention.

## **Article 8 - Modalités de contrôle & Indicateurs de suivi**

Les actions menées par l'autorité délégataire feront l'objet d'un bilan annuel, de réunions de suivi auxquelles seront conviées les autorités délégantes et de réunions publiques organisées en concertation avec les communes concernées.

Le bilan annuel portera sur :

- l'état des actions menées,
- l'état des investissements financiers réalisés,
- une appréciation qualitative des actions menées au regard des objectifs définis.

## **Article 9 - Principe de transparence et de coordination**

Les parties mettent tout en œuvre pour assurer une bonne relation, une transparence et une coordination permanentes dans l'exécution de la présente convention.

## **Article 10 - Modification**

Toute modification de la présente convention fera l'objet d'un avenant qui sera soumis aux assemblées délibérantes des parties.

## **Article 11 - Résiliation**

La convention peut être résiliée avant son terme dans l'une des hypothèses suivantes :

- par décisions concordantes des parties, formalisées par délibération des assemblées délibérantes,
- si un transfert de compétence intervient avant la fin de la convention,
- une fois les objectifs atteints.

## **Article 12 - Litiges**

Les parties s'engagent à rechercher une solution amiable aux différends pouvant survenir lors de l'exécution de la présente convention.

Elles se réunissent dans un délai d'un mois à compter de la réception d'un courrier adressé par la partie la plus diligente, par lettre recommandée avec accusé de réception.

En cas d'échec de ces voies amiables, tout litige pouvant résulter de la présente convention sera porté devant le Tribunal Administratif.

## **Article 13 – Liste des annexes**

Annexe 1 - Délibération du conseil municipal de ..... en date du ..... 2023

Annexe 2 - Délibération du Conseil communautaire en date du 6 avril 2023

Fait à ....., le .....

Pour la Communauté Urbaine d'Arras

Pour la commune de .....

Monsieur Frédéric LETURQUE, Président

Madame (Monsieur)....., Maire